



Le dimanche 26 avril 2015

Torture psychologique des habitants du camp *Liberty*

Le 21 avril 2015 - Le comité chargé de la répression des Achrafiens au bureau du Premier ministre irakien a emmené des agents du ministère du Renseignement du régime iranien (Vevak) et de la force Qods (unité extraterritoriale de l'Armée des Pasdarans iraniens) au camp *Liberty* sous prétexte qu'il s'agirait de familles des habitants. C'était une répétition d'un semblable acte le 14 avril. Le voyage et le séjour de ces agents en Irak ont été arrangés par l'ambassade des mollahs à Bagdad.

Ces transferts se font dans le secret complet et quand ces mercenaires sont présents, les forces irakiennes sont placées en état d'alerte et tout déplacement à la station de police du camp devient interdit de manière à ce que personne ne soit au courant de leur présence.

Selon les rapports, ces mercenaires sont stationnés dans le secteur Nasseir du quartier de Saleheyeh de la capitale irakienne, près de l'ambassade des mollahs. Avec l'aide du comité gouvernemental, l'ambassadeur et l'ambassade cherchent un lieu de résidence proche de Liberty pour ces individus afin d'en envoyer d'autres sous le couvert de parents et de proches.

Ces rapports indiquent aussi que le régime des mollahs essaie d'impliquer directement ou indirectement l'ONU dans ce projet pour justifier son plan.

Le Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI) craint que l'envoi de ces mercenaires ne prépare le terrain à un nouveau bain de sang au camp Liberty. La présence de ces éléments est en contradiction flagrante avec le protocole d'accord signé entre l'ONU et le gouvernement irakien le 25 décembre 2011 et une violation claire de la loi internationale pour les réfugiés.

23 Lauréates du prix Nobel défendent les résidents du camp *Liberty*

Le 25 avril 2015 - Dans une déclaration commune, 23 lauréates du Prix Nobel ont appelé à mettre fin au blocus du camp Liberty et à défendre ses résidents devant des attaques éventuelles des milices à la solde du régime iranien en Irak.

Les signataires qui sont des États-Unis, du Canada, de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne et de la Suisse ont appelé le président américain Barak Obama, le président de la Commission européenne ainsi que le Secrétaire-Général de l'ONU à prendre



des mesures urgentes pour obliger le gouvernement irakien à lever le blocus contre le camp.